

Compte-rendu d'audience : La CGT Finances Publiques 71 face au Directeur Général Adjoint

Ce matin, votre syndicat CGT Finances Publiques 71 a été reçu par Guillaume Robert, Directeur général adjoint de la DGFIP, de passage dans notre département. Face aux discours lissés de la direction, nous avons porté la voix du terrain, vos réalités, vos colères et vos inquiétudes légitimes.

Voici la restitution sans filtre de nos interventions et les réponses de la direction générale.

Souffrance au travail : Un « syndrome France Télécom » à la DGFIP ?

- **L'alerte de la CGT** : Nous avons dénoncé la dégradation catastrophique des conditions de travail et le découragement général. Nous avons posé les chiffres tragiques sur la table : **4 suicides et 14 tentatives en 2026**. Pour la CGT, la DGFIP est en train de vivre un véritable drame social similaire au « syndrome France Télécom ». Le plan pluriannuel de prévention des risques suicidaires a d'ailleurs été rejeté par *toutes* les organisations syndicales.
- **La réponse du DGA** : Guillaume Robert a affirmé que la DG faisait le choix de la « transparence absolue ». Il a reconnu que **2024, 2025 et 2026 sont des « années noires » (années pics) pour les suicides à la DGFIP**, alors que les chiffres étaient historiquement bas auparavant. Pour lui, les suicides sont « multifactoriels », mais il admet l'impact terrible de ceux-ci sur les collectifs de travail. Concernant le plan de prévention rejeté, il « remercie les collègues ayant participé à son élaboration » et assure que certains aspects sont pris en compte désormais, notamment par l'étude des impacts des restructurations et des changements informatiques vus en Formations Spécialisées (FS). L'Observatoire interne montre que certains indicateurs auparavant dégradés « progressent ».

Rémunération et attractivité : Le grand décalage

- **L'alerte de la CGT** : Plus de **28 % de perte de pouvoir d'achat** depuis 2000, gel du point d'indice, suppression de la GIPA, punition financière de 10 % en congé maladie ordinaire... Pire : **356 000 agents publics ont basculé sous le SMIC au 1er janvier 2026**, et ils seront **862 000 au 1er juillet 2026**, tous grades confondus ! Et on se pose la question du manque d'attractivité ? Nous avons aussi dénoncé l'arbitrarité du choix de la complémentaire ALAN et la prévoyance hors de prix.
- **La réponse du DGA** : Il affirme que l'attractivité est une « préoccupation constante ». Il relève malgré tout une participation « sans précédent » aux concours cette année et souligne notamment le nombre de contractuels qui les réussissent. C'est que cela ne doit pas être si mal ! Sur les salaires, il a renvoyé aux annonces du Ministre la veille concernant de futures discussions

sur les rémunérations suite au tassement de la grille par le SMIC. Sur la PSC (ALAN), il s'est retranché derrière l'accord signé au Secrétariat Général et a refusé de communiquer les critères de l'appel d'offres sur lesquels a été retenue cet organisme.

☹ **Gestion des emplois (ETP) et détricotage des règles des cadres A**

- **L'alerte de la CGTFIP71** : Les agents ne sont plus que des « ETP » (Équivalents Temps Plein) anonymes. De plus, nous avons dénoncé l'opacité totale des affectations au profil pour les cadres A, s'apparentant à du recrutement arbitraire sans critères transparents.
- **La réponse du DGA** : Pour les ETP, il assume et répond que la DGFIP ne fait que «rattraper le reste de la fonction publique», sans que cela ne change le plafond d'emplois fixé par le Parlement (LOF). Il reconnaît une «tension sur les finances publiques» ayant imposé des suppressions d'emplois, parfois revues l'année suivante. Pour les cadres A, il nie tout arbitraire (évoquant une «charge de travail pour les RH») et assure qu'il n'est pas question d'étendre cette gestion au profil aux cadres B et C.

🏢 **Réformes des structures : Le démantèlement se poursuit**

- **Foncier (SDIF, SPF, SAPF d'Autun)**
 - *La CGTFIP71 a dénoncé* : La gestion «bulldozer» pour rattraper le retard national de publication, qui a dégradé le fichier immobilier et épuisé les collègues. Aucun maillon de la chaîne du foncier n'a été épargné.
 - *La réponse du DGA* : Il a exceptionnellement rejoint notre point de vue ! Il admet que c'est un point de vigilance majeur, évoquant les bugs sur les taxes d'aménagement et sur les logements vacants qui surchargent le SDIF. Le sujet a d'ailleurs été débattu en CODIR ce matin même. Selon lui, cette fiscalité est «trop complexe» et il faudrait simplifier les bases de l'assiette plutôt que de tout miser sur des simplifications informatiques.
- **Maisons France Services et Nouveau Réseau de Proximité (NRP)**
 - *La CGTFIP71 a dénoncé* : La fermeture de plus de la moitié des trésoreries a détruit le maillage territorial de la DGFIP. Les maisons France Services et le réseau des buralistes ne seront jamais à la hauteur de ce que nous avons abandonné.
 - *La réponse du DGA* : Un grand moment de déconnexion. Selon lui, les buralistes (15 000 points de contact) ont «trouvé leur public» pour les paiements en cash. Sur l'accueil, il a osé déclarer que **«la grande majorité du public ne nous demandent rien, c'est donc que ça doit aller»** ! Pour lui, le service public est assuré grâce à notre offre multi-canal (site internet - accueil physique résiduel – téléphone)
- **Services de Gestion Comptable (SGC)**
 - *La CGTFIP71 a dénoncé* : L'industrialisation des tâches, la perte de sens et l'épée de Damoclès de la nouvelle Responsabilité des Gestionnaires Publics (RGP).

- *La réponse du DGA* : S'appuyant sur un rapport de la Cour des Comptes, il maintient que la réforme apporte un « meilleur service », notamment au niveau des Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL). Concernant la RGP, il s'est voulu rassurant : la responsabilité ne sera pas engagée si l'agent agit conformément aux instructions... « à condition de ne pas faire de bêtises ».
- **CSB**
 - *La CGTFIP71 a dénoncé* : l'annonce brutale de la fin de la convention de la CDC au 31/12/2027. Bien qu'officiellement repris par la caisse des dépôts, l'avenir de ces 2 structures et de ces agents constituent encore un point d'inquiétude.
 - *La réponse du DGA* : Lors de sa visite du CSB Sud-Est ce matin, il a interrogé les agents qui ne lui ont pas reporté d'inquiétudes particulières sur ce sujet. Les réunions effectuées par le directeur départemental sont appréciées.

Informatique et IA : Des investissements mais des bugs au quotidien

- **L'alerte de la CGT** : Les outils informatiques indispensables à notre travail buggent en permanence (à l'instar du fiasco de la panne Hélios en février dernier). Le DataMining et PILAT CF s'avèrent être des outils limités, redondants et chronophages, tandis que la pression statistique s'accroît.
- **La réponse du DGA** : Il assure que la DG maintient les crédits d'investissement informatique. Concernant la panne d'Hélios, il a rappelé que le système était moderne et à la pointe. Les incidents, ça arrive ! Il a salué les collègues du SGC qui ont été au rendez-vous pour traiter les comptes de gestion, et pour limiter l'impact sur les délais globaux de paiement. La DG cherche des solutions de contournement pour le traitement des payes au cas où ce genre de problème se reproduirait. Pour l'IA, il nous renvoie au futur Schéma Directeur du Numérique et concède que l'outil « Assistant IA » est encore mal utilisé par les collègues.

L'avis de la CGT Finances Publiques 71

Si le Directeur général adjoint a dû concéder que la DGFIP traversait une crise sociale sans précédent avec des « années noires » en matière de souffrance au travail, les réponses apportées restent purement comptables et technocratiques. Entre autosatisfaction sur le NRP et aveuglement sur la réalité des conditions de vie des agents, la direction générale reste sourde à la détresse du terrain.

**Pour la CGT 71, il n'est pas question de lâcher. Nos vies, nos salaires et nos missions valent plus que leurs indicateurs de performance !
Restons unis, informés et mobilisés.**